

le 3 mai 2024

**PREUVE DE DÉPÔT N° 1_459142
DÉCLARATION INITIALE D'UNE INSTALLATION CLASSÉE
RELEVANT DU RÉGIME DE LA DECLARATION
Article R. 512-47 du code de l'environnement**

Preuve de dépôt à considérer comme "Diffusion Restreinte" qui ne fera pas l'objet d'affichage, ni de publication sur le site internet de la préfecture : Oui

Vous venez de déposer un dossier de demande de déclaration ICPE concernant une installation soumise à la rubrique n° 4220-3 / Produits explosifs (stockage de) (DC) à l'adresse suivante : 78 AVENUE JEAN JAURES - 47000 - AGEN.

La référence de votre dossier est 1_459142 et concerne une demande de type "déclaration initiale".

Votre dossier a été transmis le 03/05/2024 au(x) service(s) concerné(s) par votre démarche.

1 - DÉCLARANT

Fonction du déclarant : Cheffe / Chef de corps de 48E REGIMENT DE TRANSMISSIONS

N° SIRET : 15400126700017

Adresse : 78 AVENUE JEAN JAURES - 47000 - AGEN

Conditions d'engagement du déclarant :

- Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure ;
 - Je m'engage à prendre connaissance et à respecter les prescriptions générales ministérielles applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées, consultables sur le site <https://aida.ineris.fr>.
-

2 - LOCALISATION DE L'INSTALLATION

Nom usuel du site : QUARTIER TOUSSAINT

Adresse du site : 78 AVENUE JEAN JAURES - 47000 - AGEN

Code(s) site G2D : 470001001P
470001001P-0023

N° bâtiment(s) : 23

Commune(s) d'implantation de l'installation :

Commune : Agen

Département(s) d'implantation de l'installation :

Département : Lot-et-Garonne (47)

Le déclarant joint à la déclaration les plans suivants :

- un plan de situation du cadastre à jour dans un rayon de 100 mètres ;
 - un plan d'ensemble à jour à l'échelle de 1/200 au minimum, accompagné de légendes et descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés (un plan jusqu'au 1/1000 est admis sous réserve que les éléments précités restent lisibles).
-

3 - ACTIVITÉ DU SITE

La mise en œuvre de l'installation nécessite un permis de construire :Oui

Installation classée objet de la présente déclaration :

|* Rubrique et libellé des activités : 4220-3 / Produits explosifs (stockage de) (DC)

|* Capacité de l'activité : 55 kg kg

Sur le site, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation :Non

Rappel réglementaire : si oui, le projet est considéré réglementairement comme une modification de l'autorisation existante (article R. 181-46 du code de l'environnement) et il sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Une note précisant l'interaction de la nouvelle installation avec les installations existantes a été jointe à la déclaration.

- une installation classée relevant du régime d'enregistrement :Non

- une installation classée relevant du régime de déclaration : Non

Déclaration effectuée dans le cadre d'une procédure d'autorisation environnementale : Non
Si oui, le projet est considéré réglementairement comme une modification de l'autorisation (article R.181-46 du code de l'environnement) et il sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

4 - MODE D'EXPLOITATION

Est-il prévu un prélèvement d'eau pour l'exploitation de l'installation classée ? Non

Réseau public de distribution d'eau (en m3) : Non |

Prélèvement dans le milieu naturel (en m3) : Non |

Prélèvement dans un forage souterrain (en m3) : Non |

Est-il prévu des rejets d'eaux résiduelles issues de l'exploitation de l'installation ?

Non |

L'exutoire (ou les exutoires) des eaux résiduelles, le cas échéant :

Est-il prévu un traitement ou prétraitement sur site des eaux résiduaires avant rejet ?
Non |

Est-il prévu un épandage ? Non

Est-il prévu des rejets à l'atmosphère ? Non |

Des dispositifs de captation ou de traitement sur site avant rejet ? : Non |

Demande d'agrément pour le traitement de déchets : Non
(article L. 541-22 du code de l'environnement)

Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative compétente qui dispose d'un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments pour refuser l'agrément ou imposer des prescriptions spéciales (article R. 515-37 du code de l'environnement).

Élimination des déchets et résidus de l'exploitation

Précision sur les types de déchets et résidus issus de l'exploitation et la filière de valorisation ou d'élimination : Les EIT sont transmis à l'OSM de rattachement (sedzere) pour recyclage et destruction.

La collecte des déchets s'effectuera-t-elle par le service public de gestion des déchets ? Non

Dispositions en cas de sinistre

Prise d'eau sur le réseau incendie public : Non

Précisions sur les moyens de secours et de protection dont dispose le déclarant, le cas échéant:

La soute sera équipée de déclencheurs manuels et extincteurs.

4 extincteurs eau

5 extincteurs CO2

7 extincteurs poudre

1 extincteur eau pulvérisée

Le projet est soumis à évaluation des incidences Natura 2000 : Non

Rappel réglementaire : si oui, le dossier d'évaluation des incidences sera soumis à l'avis du service préfectoral compétent et le déclarant ne peut réaliser son projet tant qu'il n'a pas obtenu l'autorisation au titre de Natura 2000. En l'absence de réponse de l'autorité administrative dans un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier (l'éventuelle demande de compléments suspend le délai), le projet peut être réalisé au titre de Natura 2000 (article R. 414-24 du code de l'environnement).

5 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES

Le déclarant a confirmé avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration et notamment des éventuelles distances d'éloignement qui s'imposent pour l'implantation de l'installation.

Demande de modification de certaines prescriptions applicables : Non

Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui statue par arrêté (article R. 512-52 du code de l'environnement). L'absence de réponse

dans un délai de 3 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments vaut refus (décret n° 2014-1273 du 30 octobre 2014).

Les références des prescriptions générales applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées sont mises à disposition sur le site internet des préfectures concernées par l'implantation des installations :

- prescriptions générales ministérielles,
- éventuelles prescriptions générales adoptées par le ministère des Armées.

Rappel réglementaire relatif aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation :

Les prescriptions générales ministérielles sont applicables aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté d'autorisation (article R. 512-50-II du code de l'environnement).

6 - CLAUSE-FILET ET RECOURS

Cette déclaration initiale ICPE est-elle la première autorisation ou déclaration déposée pour le projet ? Oui

Si oui, l'installation ne peut ni être mise en service, ni exploitée dans les 15 jours suivant la délivrance de la preuve de dépôt de la déclaration initiale (article R. 512-48, II du code de l'environnement), et sous réserve que le dossier ne nécessite pas l'avis d'un service instructeur (demande d'aménagement de prescriptions, évaluation des incidences Natura 2000, demande d'agrément pour le traitement de déchets).

Conformément aux dispositions des articles L. 214-10 et R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif compétent par requête transmise à l'adresse postale ou au moyen de l'application www.telerecours.fr :

1° par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Elle peut également faire l'objet d'un recours administratif devant le ministre des Armées dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour le ministre des armées et par délégation,

Le Sous-directeur des risques, de l'environnement
et du développement durable,
Alain BROSSAIS